

## SHORT NEWS

**Le Luxembourg se solidarise avec les indigènes**

(rg) - La convention 169 de l'Organisation internationale du travail ou Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, adoptée en 1989, établit d'importantes lignes directrices pour favoriser l'autodétermination de tout peuple indigène et éviter sa discrimination. Le peu de soutien qu'a connu la convention à la suite de son adoption a fait que le processus de ratification n'a été déclenché qu'en 2008. Jusqu'à mardi dernier - où la Chambre des députés a voté à l'unanimité pour la convention -, seuls 22 États avaient procédé à la ratification. Parmi les absents notamment, des États avec d'importants peuples indigènes comme les États-Unis, le Canada, la Russie ou l'Australie, mais aussi la Suède et la Finlande. Une tentative de ratification chez nos voisins français en 2010 avait échoué, car certains constitutionnalistes la disaient incompatible avec le principe d'égalité des citoyens devant la loi. En Allemagne, la ratification avait été refusée en 2012 par la majorité chrétienne-libérale par crainte de conséquences négatives pour les sociétés allemandes opérant auprès des populations concernées. Au Luxembourg, le processus de ratification n'a vraiment débuté que fin 2016, lorsque le ministre du Travail, Nicolas Schmit, a reçu un représentant des Krahô-Kanela, un peuple brésilien d'Amazonie, accompagné de représentant-e-s de la société civile luxembourgeoise. Déjà en 2012, l'assemblée générale du Klimabündnis avait appelé le gouvernement luxembourgeois à soumettre la convention pour ratification au parlement, mais la hiérarchie du ministère de tutelle a longtemps bloqué le processus en argumentant que la convention ne concernait pas le Luxembourg, qui ne connaîtrait pas de peuples indigènes.

**L'UE ne pêchera plus au Sahara occidental**

(rg) - La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de conclure une bataille juridique qui oppose depuis des années l'Europe aux représentants du peuple sahraoui et aux organisations qui luttent pour son autodétermination. Le territoire sahraoui, à l'exception d'une frange qui ne représente qu'un cinquième de sa surface, est occupé depuis les années 1970 par le Maroc. Le royaume n'a par ailleurs jamais reconnu l'indépendance de ses voisins du sud. Or, en 2006, l'UE a conclu un accord de pêche avec le Maroc qui permettait aux flottes européennes de pêcher le long des côtes marocaines, moyennant rétribution à payer au Maroc. Les textes ne spécifiant pas si les eaux adjacentes aux territoires occupés faisaient également partie de cet accord, un doute juridique subsistait. Il vient d'être levé par la CJUE : l'accord ne s'applique pas à ces eaux. Pour les Sahraouis - qui avaient souhaité l'annulation pure et simple de l'accord -, il s'agit quand même d'une victoire. Nul besoin de réécrire les textes : les bateaux européens n'ont plus le droit de pêcher les poissons qui longent les côtes du Sahara occidental. Comme il s'agit en plus d'eaux très poissonneuses, cela pourrait renforcer la position des Sahraouis : l'Europe veut pêcher dans leurs eaux, elle devra préalablement reconnaître leur État afin de pouvoir conclure un accord en bonne et due forme.

**Forum 382: Tierrechte**

(tj) - Luxemburg bekommt ein neues Tierschutzgesetz, das Angebot an veganen Produkten und Restaurants nimmt zu und, wie auch in der Einleitung des Dossiers beschrieben, der Tierschutz ist im Mainstream angekommen. Das Timing von Forum scheint also perfekt, um sich dem Thema Tierrechte zu widmen. Dies erfolgt in einer Vielzahl an Perspektiven. Camille Muller, der Mitbegründer der Vegan Society Luxembourg, befasst sich in einem Beitrag mit der Tierrechtsbewegung in Luxemburg, der Biologe Philip Birget hat sich des Themas Tierversuche angenommen und Laura Arpetti untersucht das neue Tierschutz-Gesetzesprojekt vor dem Hintergrund des Unterschieds zwischen Tierschutz und Tierrechten. Über ebenjenes Gesetzesvorhaben spricht auch Landwirtschaftsminister Fernand Egen im Interview. Dabei werden sowohl Stärken als auch Schwächen des vorliegenden Textes deutlich. Des Weiteren lohnt es sich einen Blick in das von Yannick Lambert zusammengestellte Glossar zu werfen, das einen Überblick über zentrale Begriffe und wichtigste Denker\*innen vermittelt. In einem sehr technischen, aus Stichworten bestehenden Text widmet sich das Jugendparlament dem ungewöhnlichen Thema wildlebender Tiere. Das Heft wird zudem genutzt, um auf die vom 6. bis zum 9. September stattfindende internationale Animal Rights Conference aufmerksam zu machen, die in diesem Jahr zum achten Mal in Esch/Alzette stattfinden wird.

## AKTUELL

WIKIMEDIA/GIW/CC BY-SA 3.0



Courlande : éoliennes lituaniennes... ou luxembourgeoises ?

DEAL BALTIQUE SUR L'ÉNERGIE VERTE

# Indulgence renouvelable

Raymond Klein

**Le Luxembourg paye deux États baltes pour qu'ils l'aident à atteindre son objectif européen en matière d'énergies renouvelables. Débat au parlement.**

Faut-il se féliciter que l'ADR siège à la Chambre ? En tout cas, sans l'intervention de Fernand Kartheiser, on aurait oublié la question de l'énergie nucléaire. C'était mercredi dernier, lors du débat sur le double accord conclu avec la Lituanie et l'Estonie sur l'achat d'énergie renouvelable. Non pas que le Luxembourg importerait cette énergie par une connexion directe : il s'agit juste de la mettre à son compte. Officiellement, on parle de « transfert statistique », mais cela ressemble fort au fameux commerce des indulgences (Ablasshandel) de l'Église d'avant la Réforme, qui permettait de racheter les péchés qu'on avait commis.

Le « péché » du Luxembourg est qu'il n'arrivera pas à atteindre l'objectif de onze pour cent d'énergies renouvelables sur sa consommation totale en 2020. Et Kartheiser d'insinuer qu'en plus, les dix millions d'euros payés à la Lituanie ne seraient pas investis, comme promis, dans de nouveaux projets d'énergies renouvelables, mais dans la construction d'une centrale nucléaire.

Renseignements pris, l'idée de cette centrale est en train d'être abandonnée. La Lituanie, partenaire principal du Luxembourg, fait figure d'élève modèle en matière d'énergies renouvelables, puisqu'elle a atteint son objectif - 23 pour cent, deux fois plus ambitieux que le grand-duché - dès 2014. S'il fallait lui chercher des poux, ce serait du côté du recours massif aux « biocarburants », fortement critiqués par les écologistes.

Clairement, l'ADR fait feu de tout bois pour attaquer le gouvernement, sans vraiment se prononcer pour une politique plus - ou moins ? - écologique. Mais même quand il se goure, cela contribue au débat. « Un accord plutôt cher », a critiqué Kartheiser.

« Pas du tout », a répondu à la fin du débat le ministre de l'Économie, « ce sera l'énergie renouvelable la moins chère qu'on aura dans notre mix énergétique. » Étienne Schneider a, en passant, donné ainsi raison à Déi Lénk. « Le gouvernement transforme la politique climatique en un exercice de statistique focalisé sur l'optimisation des coûts », avait auparavant critiqué Marc Baum.

Le député Déi Lénk, vêtu d'un pull vert, a soulevé d'autres questions qu'on aurait sans doute entendues de la part de Déi Gréng s'ils et elles étaient encore dans l'opposition : pourquoi attirer Google au Luxembourg alors que cela augmentera encore les besoins en énergie ? et quand s'attaquera-t-on au tourisme à la pompe, facteur important dans la consommation d'énergie fossile ?

**Fierté de Déi Gréng**

Un quart d'heure plus tôt, sans surprise, le député vert Gérard Anzia avait défendu le projet gouvernemental, qui sera d'ailleurs adopté contre les seules voix de l'ADR et de Déi Lénk. Anzia a insisté sur les projets que la Lituanie et l'Estonie ont promis de financer avec l'argent luxembourgeois - « un modèle pour la coopération entre États européens ».

Le député vert a aussi expliqué que les accords couvraient moins d'un cinquième des onze pour cent d'énergies renouvelables - le Luxembourg serait sur la bonne voie pour satisfaire le reste par ses propres moyens. Là encore, les « biocarburants » qu'il a évoqués - les ONG préfèrent le terme d'« agrobiocarburants » - contribuent à hauteur d'environ un tiers à l'effort luxembourgeois. Anzia a exprimé sa satisfaction sur la construction de nombreuses éoliennes et installations photovoltaïques ces dernières années. Une fierté qui passerait mieux si elle était assortie d'un peu de gêne concernant les accords sur les « indulgences ».